

Services publics et zones à défendre : la ZAD est partout !

De la ZAD aux cheminots, des étudiant-e-s aux grévistes d'Air France et de Carrefour, des EHPAD à toutes celles et ceux qui luttent sur d'autres combats, l'urgence est là: s'unir pour que la peur change de camp, et créer une étincelle de possibles pour l'ensemble de la population.

La logique libérale dicte les politiques des gouvernements successifs depuis plusieurs décennies. La fréquence et l'emprise des réformes étant plus fortes à chaque nouveau mandat. Celles de Macron et son gouvernement s'inscrivent dans une course exponentielle à la destruction des biens communs : services publics, terres arables et sauvages, eau, électricité, environnement...

Pour survivre, l'économie capitaliste doit ingérer tout ce qui l'entrave et éliminer ce qu'elle ne peut récupérer. C'est pourquoi elle a besoin d'un État de plus en plus repressif: la plupart des mesures de l'état d'urgence ont été intégrées dans le droit commun¹, permettant des dérives de plus en plus arbitraires et autoritaires ; on peut inculper des personnes sur la base de leurs intentions supposées² ; le fichier « S » (pour sûreté de l'État) conçu pour les terroristes, s'étend aux militant-e-s politiques, écologistes, syndicalistes ; la vidéosurveillance devient une norme ; les journalistes ont été interdit-e-s d'accès à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes lors des récentes expulsions, des lois sont imposées par ordonnances et par recours à l'article 49.3. Nos élans de solidarité deviennent illégaux et sont souvent condamnés. Toutes ces mesures et bien d'autres, nous éloignent chaque jour un peu plus de la démocratie, de la justice sociale, de vies décentes et de nos rêves .

Cette logique ultra-libérale impose des vies uniformisées, pseudo progressistes, empreintes du tout technologique et bercées par la compétition, la concurrence et le consumérisme. Elle est tentaculaire et imprègne notre mental conditionnant ainsi nos comportements et nos choix quotidiens. L'expression de nos besoins essentiels est méprisée. Cette logique ultra-libérale n'est ni naturelle ni fatale, c'est bel et bien un choix politique à part entière.

Loin de la résignation, la colère monte et éclate sur les nombreux fronts de lutte, dans les universités occupées et sur les piquets de grèves, sur la ZAD et dans la rue. Il est vital de retrouver ce qui nous rassemble et ce qui nous donne envie de vivre les un-es avec les autres.

Que nos luttes soient multiformes (occupations, manifestations, syndicalisme, sabotage) est une force puisqu'elles s'attaquent toutes de différentes manières au même ennemi.

Nous vous invitons à un pique nique convivial sur la place du Breuil afin de partager et d'échanger à la fin de la manif.

Le collectif ZAD 43-ouest
contact : enlutte@protonmail.com

1 Voir « État d'urgence dans le droit commun, les enjeux de la loi », Le Monde, 26 septembre 2017

2 Sur de nombreuses luttes écologiques, des militant-e-s ont été abusivement perquisitionné-e-s, placé-e-s en garde à vue et/ou assigné-e-s à résidence. Voir « Moi, Joël Domenjoud, militant assigné à résidence... », L'Humanité, jeudi 3 décembre 2015 ; voir aussi : « Perquisition par les gendarmes en cours à Bure », Reporterre.fr, 20 septembre 2017.